

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
SIP CHALON-SUR-SAONE
11 AV PIERRE NUGUE 71333
71333 CHALON-SUR-SAONE CEDEX

AVIS D'IMPÔTS LOCAUX

Vos références

Numéro fiscal (C) : 11 66 705 026 046
Référence de l'avis : 24 71 4006972 94
Contrat de prélèvement : M3 71 0207797 06
Référence unique de mandat :
FR46ZZZ005002M371020779706

Numéro de propriétaire : 013 C00164 H

Département d'imposition : 710
SAONE-ET-LOIRE

Commune d'imposition : 013
AUTHUMES

Numéro de rôle : 221
Date d'établissement : 05/09/2024
Date de mise en recouvrement : 31/08/2024

Identifiant service : 71057

CHOLLET PHILIPPE CYRILLE
20 RTE DU FAY
71270 AUTHUMES

Somme à prélever

227,00 €

Montant de vos taxes foncières **987,00 €**

Acomptes mensuels déjà versés - 760,00 €

Cette somme sera prélevée selon cet échéancier, qui se substitue
à la date limite de paiement fixée au 15/10/2024 :

16 septembre	2024	95,00 €	15 novembre	2024	37,00 €
15 octobre	2024	95,00 €			


Compte bancaire : FR76 1027 8025 140X XXXX XXX0 238

Identifiant de la banque : CMCIFR2AXXX

Nom du créancier : DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Vos contacts

 **Par messagerie sécurisée**
dans votre espace particulier ou professionnel sur
[impots.gouv.fr](#)

 **Par téléphone**
- pour toutes questions sur le prélèvement à
l'échéance ou sur le prélèvement mensuel :
au 0 809 401 401 *
du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h
- pour toute autre question, votre centre des
finances publiques (coordonnées ci-dessous)

 **Sur place**
auprès de votre centre des finances publiques
horaires sur [impots.gouv.fr](#), rubrique Contact et RDV

• **pour le paiement de votre impôt :**

SIP CHALON-SUR-SAONE
11 AV PIERRE NUGUE 71333
71333 CHALON-SUR-SAONE CEDEX
Tél : 03 85 41 71 71

• **pour le montant de votre impôt :**

SDIF SAONE ET LOIRE
CELL. FONCIERE DEPARTEMENTALE - P
24 BOULEVARD HENRI DUNANT
CS 60225
71025 MACON CEDEX 9
Tél : 03 58 79 32 40

* (service gratuit + coût de l'appel)

Avis d'échéances 2025

Sauf modifications qui vous seront signalées, vos prélèvements mensuels
seront effectués selon cet échéancier :

15 janvier	2025	98,00 €	16 juin	2025	98,00 €
17 février	2025	98,00 €	15 juillet	2025	98,00 €
17 mars	2025	98,00 €	18 août	2025	98,00 €
15 avril	2025	98,00 €	15 septembre	2025	98,00 €
15 mai	2025	98,00 €	15 octobre	2025	98,00 €

Les taxes foncières étant affectées aux collectivités territoriales, leurs taux ainsi que leurs évolutions sont
déterminés par leurs organes délibérants.

Les progressions de ces taux sont les suivantes pour 2024 :

- le taux communal passe de 23,30 % à 22,04 %
- le taux intercommunal passe de 8,59 % à 9,32 %

DÉBITEUR(S) LÉGAL(AUX)		
Identifiant	Droit	Désignation et adresse
MCCPRD	PROPRIETAIRE	CHOLLET PHILIPPE CYRILLE

Taxes foncières 2024		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxes spéciales	Taxe ordures ménagères	Taxe GEMAPI	Total des cotisations	
Propriétés bâties	Taux 2023	23,30 %	%	8,59 %	%	11,21 %	0,716 %		
	Taux 2024	22,04 %	%	9,32 %	%	11,21 %	0,783 %		
	Adresse	20 RTE DU FAY							
	Base	2090		2090		2090	2090		
	Cotisation	461		195		234	16	906	
	Cotisation lissée								
	Adresse								
	Base								
	Cotisation								
	Cotisation lissée								
Cotisation 2023	469		173		226	14			
Cotisation 2024	461		195		234	16	906		
Variation	-1,71 %	%	+12,72 %	%	+3,54 %	+14,29 %			
		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxe additionnelle	Taxes spéciales	Chambre d'agriculture	Taxe GEMAPI	Total des cotisations
Propriétés non bâties	Taux 2023	10,71 %	%	18,83 %	36,36 %	%	7,28 %	1,53 %	
	Taux 2024	10,13 %	%	20,44 %	36,36 %	%	7,57 %	1,68 %	
	Bases terres non agricoles								
	Bases terres agricoles	95		95			119	95	
	Cotisation 2023	10		17			8	1	
	Cotisation 2024	10		19			9	2	40
	Variation	0 %	%	+11,76 %	%	%	+12,50 %	+100,00 %	
	Dégrevement jeunes agriculteurs (JA)				Base du forfait forestier	Majoration base terrains constructibles	Caisse d'assurance des accidents agricoles		
	Base État						Droit proportionnel :		
	Base collectivité						Droit fixe :		
Pour assurer la compensation à l'euro près de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, cette année, votre commune fera l'objet d'une retenue sur le produit de taxe foncière de 15356 €. Pour plus d'informations, consultez la notice. La base communale des terres agricoles exonérée est de 24 €.						Frais de gestion de la fiscalité directe locale		41	
						Dégrevement Habitation principale			
						Dégrevement JA État			
						Dégrevement JA Collectivité			
						Montant de votre impôt		987	
Références administratives : 710 21 111 057 013 013 H K									

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, conformément aux articles R*190-1 et R*196-2 du livre des procédures fiscales, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur impots.gouv.fr ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques, jusqu'au 31 décembre 2025.

Les calculs ayant permis la détermination du montant de votre imposition, ainsi que son détail, sont réalisés dans le cadre d'un traitement algorithmique. Conformément au code des relations entre le public et l'administration, vous avez accès aux règles définissant ce traitement ainsi qu'aux principales caractéristiques de sa mise en œuvre, en consultant impots.gouv.fr, rubrique « ouverture des données publiques de la DGFIP ». Les informations recueillies pour les taxes foncières font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel, mis en œuvre par la Direction générale des Finances publiques (120 rue de Bercy 75772 PARIS). Pour toutes informations sur la protection de vos données personnelles, consultez la politique de confidentialité accessible depuis la page internet suivante : <https://www.impots.gouv.fr/portail/confidentialite-informations-personnelles>. Les destinataires de ces données sont les agents habilités de la DGFIP, dans le cadre de leurs attributions et conformément au besoin d'en connaître, les personnes et autres tiers auxquels la loi donne qualité pour en connaître dont notamment les organismes visés par l'article L 135 B du livre des procédures fiscales. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez des droits suivants : droit d'accès, droit de rectification des données vous concernant, droit à la limitation du traitement ainsi que le droit d'opposition au traitement de vos données personnelles hors obligation légale imposant à la DGFIP de traiter lesdites données ou dérogation réglementaire. Pour exercer vos droits, vous pouvez adresser votre demande au centre des finances publiques ou à l'adresse suivante: donnees-personnelles-mes-droits@dgfip.finances.gouv.fr. Pour toutes les questions autres que celles relatives à vos données personnelles (situation et gestion fiscale, changement de situation...), il convient de contacter le service gestionnaire aux coordonnées indiquées dans la rubrique contact de l'avis. En outre, si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous pouvez exercer votre droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.